

« En Europe comme en Afrique, les politiques libérales sont incompatibles avec l'exigence de dignité »

3 mai 2014



Boris Boubacar DIOP, Aminata TRAORE

Mardi, 29 Avril, 2014 - Dans « La Gloire des imposteurs », essai nourri de leurs échanges épistolaires, l'essayiste malienne Aminata Traoré et le romancier sénégalais Boubacar Boris Diop ouvrent une stimulante réflexion sur le « cas d'école » que représentent à leurs yeux la crise malienne. L'occasion, pour eux, de reposer la question de l'émancipation politique, sur un continent qui a payé cher l'addition des politiques néolibérales.

Pour quelles raisons avez-vous vécu l'intervention militaire française comme une violation de la souveraineté du Mali ? L'occupation du nord par les djihadistes et les indépendantistes n'était-elle pas, justement, une violation de souveraineté ?

Aminata Traoré. On ne peut nier la violence de cette occupation du nord du Mali par des groupes qui ont violé les libertés les plus fondamentales. Mais on ne peut pas poser la question de leur libération en l'absence des Maliens, sans leur contribution à l'analyse de leur propre situation. Un proverbe de chez nous dit que l'on ne peut pas raser la tête de quelqu'un en son absence. C'est ce qui nous est arrivé. Lorsque ces groupes armés ont déferlé sur le nord du pays, la plupart des Maliens n'avaient même pas conscience de l'existence d'islamistes radicaux dans le pays. On savait qu'il y avait des enlèvements, des prises d'otages, du trafic de drogue, du blanchiment d'argent. Mais d'un seul coup, une multitude de sigles a surgi, Aqmi, Mujao, MNLA, Ansar Dine... Nous avons été submergés par cette réalité. Nous avons besoin de comprendre ce qui nous arrivait, d'analyser les événements pour organiser la riposte. Face à cette situation, face à cette violence, avec la débandade de notre armée, c'est non seulement l'intégrité du territoire qui était atteinte, mais aussi notre intégrité en tant que peuple. Il était nécessaire de remonter à l'origine de ces faits. Pourquoi ces atrocités étrangères à l'Islam que nous pratiquons ? Pourquoi le Mali ? Pourquoi à ce moment-là ? Ces interrogations ont été jugées inopportunes par la France, déjà engagée dans une préparation minutieuse de son intervention militaire.

Les responsables politiques, les intellectuels, dans toute l'Afrique de l'Ouest, sont apparus désarmés face à cette crise malienne ?

Boubacar Boris Diop. Certains de nos amis, anti-impérialistes sincères, engagés contre toutes les guerres, qui s'étaient élevés contre l'intervention militaire en Libye, ont acquiescé à cette guerre au Mali. La haine de l'islamisme, avec l'intolérance et la violence que nous dénonçons nous-mêmes, a beaucoup joué. Il y a eu aussi cette idée, un mensonge fabuleux et très efficace : ils sont à Kona, ils foncent sur Bamako. C'était faux. Les djihadistes n'ont jamais eu l'intention de se diriger vers Bamako. Ils étaient une poignée, c'était un trop gros morceau pour eux et ils le savaient. Paris a réussi à imposer l'idée d'une entrée en

guerre qui aurait été décidée du jour au lendemain. Alors que François Hollande savait, dès son arrivée au pouvoir, que la France allait intervenir au Mali. Les plans étaient en place, il a simplement attendu le moment opportun. L'épisode de Kona n'a pas été choisi au hasard, à proximité de cette localité se trouve l'aéroport de Sévaré, un lieu stratégique d'un point de vue militaire. Cette guerre a été imposée dans un contexte où le peuple malien, privée de réflexion souveraine sur sa propre situation, était livré au désespoir, au désarroi. Les débats étaient verrouillés, monopolisés par RFI et France 24, des médias liés au gouvernement français. Il n'y avait aucun espace pour déconstruire l'argumentaire des tenants de cette intervention militaire.

Quel est le dénominateur commun des interventions militaires françaises sur le continent depuis les indépendances ?

Aminata Traoré. La nouveauté, c'est la bénédiction de la « communauté internationale ». Autrefois les grandes puissances intervenaient de façon unilatérale, sans états d'âme. Désormais, elles prennent le soin de se couvrir de l'aval juridique du Conseil de sécurité de l'ONU qui se prête à ce jeu. Le cas malien est édifiant de ce point de vue. Chacune des résolutions a été préparée par la France elle-même. Nous, Maliens, en apprenions le contenu en même temps que le reste du monde. La façon dont on envisage cette notion de « communauté internationale » pose un énorme problème. L'ONU est aujourd'hui davantage engagée dans des opérations de maintien de la paix que dans des actions de développement. J'aurais aimé que les sommes folles aujourd'hui englouties dans le déploiement de casques bleus soient consacrées à l'éducation, à la santé.

Vous décrivez dans votre correspondance un continent africain dessaisi de la maîtrise de ses propres ressources naturelles. Cet enjeu explique-t-il l'engagement militaire de la France sur le terrain de ses ex-colonies ?

Boubacar Boris Diop. Lorsque nous parlons, ici, de la France et de l'Afrique, il faut bien délimiter les territoires. L'activisme de la France se déploie dans quelques anciennes colonies d'Afrique subsaharienne qu'elle contrôle depuis longtemps, sur lesquelles sa mainmise est avérée. Au Zimbabwe, en Afrique du Sud, on est à peine conscient de l'existence de la France. Effectivement, lorsque la France intervient au Mali, elle a un œil sur les matières premières, par exemple sur l'uranium qu'Areva exploite au Niger. Nous rappelons, dans ce livre, à quel point l'uranium nigérien est important pour l'indépendance énergétique de la France. Au fond, notre perte d'indépendance politique constitue le prix à payer pour l'indépendance énergétique de l'ancienne puissance coloniale. Idem pour Total au Gabon ou au Congo. L'enjeu, pour Paris, est de sécuriser ses approvisionnements énergétiques, dans un contexte de raréfaction et de concurrence grandissante avec la Chine. Alors que se tarissent les gisements exploités jusqu'ici, les grandes puissances se tournent vers le pétrole que recèle le continent, en Angola, au Nigéria, dans le Golfe de Guinée, en Mauritanie, etc.

Que pensez-vous du bras de fer qui a récemment opposé le gouvernement nigérien à Areva ?

Boris Boubacar Diop. Il faut rappeler que depuis 1960, chaque fois qu'un gouvernement, au Niger, a posé la question de l'uranium, cela lui a été fatal. Là, le président Mahamadou Issoufou a osé. C'est l'indice d'une perte d'influence de la France, qui ne fait plus peur. C'est très important. La multinationale veut dicter ses conditions par l'intimidation. Pour tenter de « faire entendre raison » au Nigériens, Areva est allé jusqu'à brandir la menace d'un partenariat stratégique avec la Mongolie, qui abrite aussi des ressources uranifères. Une mine a été fermée sous prétexte de maintenance. Même cela, c'est nouveau. Il n'y a pas si longtemps, ils ne se seraient pas donné tant de mal.

Vous évoquez, tous les deux, la logique du tout marché, qui s'est imposée dans toutes les sphères de la vie sociale, et qui explique en partie l'effondrement des états. Comment s'émanciper de cette logique qui a semé le chômage et la destruction d'un bout à l'autre du continent ?

Aminata Traoré. L'Afrique est sommée d'assumer les conséquences de politiques libérales qui, en France et en Europe, précipitent les responsables politiques, de gauche comme de droite, dans des abîmes d'impopularité. Ces politiques libérales sont incompatibles avec l'exigence de travail, de dignité. En Europe

comme en Afrique. Nous n'avons pas d'autre choix, il faut consolider les luttes sociales. En supposant que les gens qui subissent ce système soient conscients de ses rouages et de son coût social, économique, ce qui n'est malheureusement pas le cas, les peuples ne peuvent agir isolément. Il n'y a pas de fatalité : si l'Etat postcolonial, en Afrique, est en ruine, c'est bien du fait du consensus de Washington et d'une politique économique qui fait maintenant des ravages en Grèce, en Espagne, au Portugal, dans tous les pays européens où s'impose le carcan de « l'austérité ». La France veut que le Mali contribue à la lutte contre le terrorisme ? Que l'on prenne, alors, le problème à la racine, avec davantage de justice sociale, davantage d'espaces de débats, pour que les désespérés cessent d'être poussés vers toutes sortes d'aventures.

Paris est durablement engagé en Centrafrique. Comment expliquer que ce pays, qui n'a jamais connu de clivage religieux structurant, soit si brutalement devenu le théâtre d'affrontements entre chrétiens et musulmans ?

Aminata Traoré. Cela répond au besoin de simplification à l'extrême des causes de la guerre, en s'auto-pardonnant. S'il y a un pays de l'ancienne Afrique équatoriale où la France n'a jamais cessé d'intervenir militairement et politiquement, c'est bien la Centrafrique. Ce qui explique en partie la vulnérabilité extrême de ces pays, c'est l'identification des acteurs politiques à leurs ethnies, un phénomène prégnant dans les pays dominés, souffrant d'un déficit total d'éducation citoyenne et politique.

Boris Boubacar Diop. Bien sûr, on a très tôt entendu parler de Séléka, d'anti-balakas, d'implication du Tchad. Mais ce n'est qu'à partir du déclenchement de l'opération Sangaris que s'est imposée la grille de lecture faisant de ce conflit un affrontement entre chrétiens et musulmans. Or la disproportion est telle, avec des musulmans très minoritaires, qu'on comprend mal comment le clivage religieux a pu structurer le conflit. Je suis pour ma part très surpris de la tournure religieuse prise par cette crise.

Aminata Traoré. La mise en scène de clivages ethniques ou religieux permet d'occulter les questions essentielles. C'est vrai aussi au Mali, avec cette prétendue coupure entre le nord et le sud, entre les Touareg et le reste du pays. Il faut en sortir, inscrire le dialogue dans le registre du développement. Ceux qui prétendent que l'Etat central a abandonné le nord ont-ils la certitude que ce même Etat a développé le sud du pays ? Si ce n'est pas le cas, alors il faut se battre, ensemble, pour des alternatives économiques viables au nord comme au sud. Les élites du nord comme celles du sud ont mis le pays à sac ensemble. Des sommes colossales, dédiées aux infrastructures, ont été détournées, sous les yeux des bailleurs de fonds, avec la complicité d'entreprises qui guettent encore aujourd'hui, à l'affût des profits qu'elles pourraient tirer de la reconstruction. Je plaide pour rebâtir des solidarités entre le nord et le sud, sur des enjeux de développement. C'est la seule voie pour sortir de cette situation intenable.

Vous êtes, tous les deux, très préoccupés par le sort des migrants, souvent évoqués dans vos échanges épistolaires. Le désert du Sahara et la mer Méditerranée sont devenus des cimetières pour de nombreux jeunes Africains en quête d'une vie meilleure. Que nous dit le sort de ces migrants à propos des rapports entre le nord et le sud ?

Boris Boubacar Diop. L'être humain est toujours parti à la recherche du bonheur, partout. C'est un phénomène humain normal, auquel on a donné une connotation particulière en bouclant les frontières. On rend la vie insupportable aux gens en Afrique et dans le même temps, on les assigne à résidence. Les pirogues des pêcheurs ruinés par le pillage des ressources halieutiques sur les côtes de l'Afrique occidentale deviennent des embarcations de fortune transportant clandestinement des jeunes à destination de l'Europe. On a retrouvé jusqu'à des cadavres de jeunes Africains accrochés au train d'atterrissage d'un avion. En réalité, tous ces jeunes veulent seulement vivre. Ils seraient volontiers restés dans leur pays natal, mais il n'y a pas de perspectives. Partir coûte très cher. On ignore le nombre de morts. Ils sont des milliers, au fond de l'océan...

Aminata Traoré. Si l'on veut endiguer ce désir généralisé de fuite, il faut du courage politique, il faut s'attaquer aux politiques économiques qui ne marchent pas, qui privent la jeunesse de futur. C'est tout notre combat contre les Accords de partenariat économique (APE) qui sanctifient une relation

déséquilibrée. Comment accepter de signer des accords commerciaux qui exigent l'ouverture totale de nos frontières aux produits étrangers et qui ruinent tout espoir de voir un jour s'implanter des industries de transformation, créatrices d'emplois, dans nos pays ? Si l'on veut sortir de ces débats stériles sur la religion, l'ethnie, il nous faut rappeler que nous sommes tous dans le collimateur du même système, que toutes les ethnies couleront en même temps si nous ne réagissons pas. Nos dirigeants refusent de débattre de ces questions : seule la pression les empêchera de signer n'importe quoi. Nous sommes à un tournant. C'est la maturité politique qui nous permettra d'infléchir certaines tendances. Les dirigeants africains sont vulnérables, leurs homologues des pays riches et industrialisés, pillent, ceux des pays émergents pillent eux aussi, quoi qu'avec moins d'arrogance.

Pour quelles raisons avez-vous vécu l'intervention militaire française comme une violation de la souveraineté du Mali ? L'occupation du nord par les djihadistes et les indépendantistes n'était-elle pas, justement, une violation de souveraineté ?

Aminata Traoré. On ne peut nier la violence de cette occupation du nord du Mali par des groupes qui ont violé les libertés les plus fondamentales. Mais on ne peut pas poser la question de leur libération en l'absence des Maliens, sans leur contribution à l'analyse de leur propre situation. Un proverbe de chez nous dit que l'on ne peut pas raser la tête de quelqu'un en son absence. C'est ce qui nous est arrivé. Lorsque ces groupes armés ont déferlé sur le nord du pays, la plupart des Maliens n'avaient même pas conscience de l'existence d'islamistes radicaux dans le pays. On savait qu'il y avait des enlèvements, des prises d'otages, du narcotrafic, du blanchiment d'argent. Mais d'un seul coup, une multitude de sigles a surgi, Aqmi, Mujao, MNL, Ansar Dine... Nous avons été submergés par cette réalité. Nous avons besoin de comprendre ce qui nous arrivait, d'analyser les événements pour organiser la riposte. Face à cette situation, face à cette violence, avec la débandade de notre armée, c'est non seulement l'intégrité du territoire qui était atteinte, mais aussi notre intégrité en tant que peuple. Il était nécessaire de remonter à l'origine de ces faits. Pourquoi ces atrocités étrangères à l'Islam que nous pratiquons ? Pourquoi le Mali ? Pourquoi à ce moment-là ? Ces interrogations ont été jugées inopportunes par la France, déjà engagée dans une préparation minutieuse de son intervention militaire.

Les responsables politiques, les intellectuels, dans toute l'Afrique de l'Ouest, sont apparus désarmés face à cette crise malienne ?

Boubacar Boris Diop. Certains de nos amis, anti-impérialistes sincères, engagés contre toutes les guerres, qui s'étaient élevés contre l'intervention militaire en Libye, ont acquiescé à cette guerre au Mali. La haine de l'islamisme, avec l'intolérance et la violence que nous dénonçons nous-mêmes, a beaucoup joué. Il y a eu aussi cette idée, un mensonge fabuleux et très efficace : ils sont à Kona, ils foncent sur Bamako. C'était faux. Les djihadistes n'ont jamais eu l'intention de se diriger vers Bamako. Ils étaient une poignée, c'était un trop gros morceau pour eux et ils le savaient. Paris a réussi à imposer l'idée d'une entrée en guerre qui aurait été décidée du jour au lendemain. Alors que François Hollande savait, dès son arrivée au pouvoir, que la France allait intervenir au Mali. Les plans étaient en place, il a simplement attendu le moment opportun. L'épisode de Kona n'a pas été choisi au hasard, à proximité de cette localité se trouve l'aéroport de Sévaré, un lieu stratégique d'un point de vue militaire. Cette guerre a été imposée dans un contexte où le peuple malien, privée de réflexion souveraine sur sa propre situation, était livré au désespoir, au désarroi. Les débats étaient verrouillés, monopolisés par RFI et France 24, des médias liés au gouvernement français. Il n'y avait aucun espace pour déconstruire l'argumentaire des tenants de cette intervention militaire.

Quel est le dénominateur commun des interventions militaires françaises sur le continent depuis les indépendances ?

Aminata Traoré. La nouveauté, c'est la bénédiction de la « communauté internationale ». Autrefois les grandes puissances intervenaient de façon unilatérale, sans états d'âme. Désormais, elles prennent le soin de se couvrir de l'aval juridique du Conseil de sécurité de l'ONU qui se prête à ce jeu. Le cas malien est édifiant de ce point de vue. Chacune des résolutions a été préparée par la France elle-même. Nous, Maliens, en apprenions le contenu en même temps que le reste du monde. La façon dont on envisage cette

notion de « communauté internationale » pose un énorme problème. L'ONU est aujourd'hui davantage engagée dans des opérations de maintien de la paix que dans des actions de développement. J'aurais aimé que les sommes folles aujourd'hui englouties dans le déploiement de casques bleus soient consacrées à l'éducation, à la santé.

Vous décrivez dans votre correspondance un continent africain dessaisi de la maîtrise de ses propres ressources naturelles. Cet enjeu explique-t-il l'engagement militaire de la France sur le terrain de ses ex-colonies ?

Boubacar Boris Diop. Lorsque nous parlons, ici, de la France et de l'Afrique, il faut bien délimiter les territoires. L'activisme de la France se déploie dans quelques anciennes colonies d'Afrique subsaharienne qu'elle contrôle depuis longtemps, sur lesquelles sa mainmise est avérée. Au Zimbabwe, en Afrique du Sud, on est à peine conscient de l'existence de la France. Effectivement, lorsque la France intervient au Mali, elle a un œil sur les matières premières, par exemple sur l'uranium qu'Areva exploite au Niger. Nous rappelons, dans ce livre, à quel point l'uranium nigérien est important pour l'indépendance énergétique de la France. Au fond, notre perte d'indépendance politique constitue le prix à payer pour l'indépendance énergétique de l'ancienne puissance coloniale. Idem pour Total au Gabon ou au Congo. L'enjeu, pour Paris, est de sécuriser ses approvisionnements énergétiques, dans un contexte de raréfaction et de concurrence grandissante avec la Chine. Alors que se tarissent les gisements exploités jusqu'ici, les grandes puissances se tournent vers le pétrole que recèle le continent, en Angola, au Nigéria, dans le Golfe de Guinée, en Mauritanie, etc.

Que pensez-vous du bras de fer qui a récemment opposé le gouvernement nigérien à Areva ?

Boris Boubacar Diop. Il faut rappeler que depuis 1960, chaque fois qu'un gouvernement, au Niger, a posé la question de l'uranium, cela lui a été fatal. Là, le président Mahamadou Issoufou a osé. C'est l'indice d'une perte d'influence de la France, qui ne fait plus peur. C'est très important. La multinationale veut dicter ses conditions par l'intimidation. Pour tenter de « faire entendre raison » au Nigériens, Areva est allé jusqu'à brandir la menace d'un partenariat stratégique avec la Mongolie, qui abrite aussi des ressources uranifères. Une mine a été fermée sous prétexte de maintenance. Même cela, c'est nouveau. Il n'y a pas si longtemps, ils ne se seraient pas donné tant de mal.

Vous évoquez, tous les deux, la logique du tout marché, qui s'est imposée dans toutes les sphères de la vie sociale, et qui explique en partie l'effondrement des états. Comment s'émanciper de cette logique qui a semé le chômage et la destruction d'un bout à l'autre du continent ?

Aminata Traoré. L'Afrique est sommée d'assumer les conséquences de politiques libérales qui, en France et en Europe, précipitent les responsables politiques, de gauche comme de droite, dans des abîmes d'impopularité. Ces politiques libérales sont incompatibles avec l'exigence de travail, de dignité. En Europe comme en Afrique. Nous n'avons pas d'autre choix, il faut consolider les luttes sociales. En supposant que les gens qui subissent ce système soient conscients de ses rouages et de son coût social, économique, ce qui n'est malheureusement pas le cas, les peuples ne peuvent agir isolément. Il n'y a pas de fatalité : si l'Etat postcolonial, en Afrique, est en ruine, c'est bien du fait du consensus de Washington et d'une politique économique qui fait maintenant des ravages en Grèce, en Espagne, au Portugal, dans tous les pays européens où s'impose le carcan de « l'austérité ». La France veut que le Mali contribue à la lutte contre le terrorisme ? Que l'on prenne, alors, le problème à la racine, avec davantage de justice sociale, davantage d'espaces de débats, pour que les désespérés cessent d'être poussés vers toutes sortes d'aventures.

Paris est durablement engagé en Centrafrique. Comment expliquer que ce pays, qui n'a jamais connu de clivage religieux structurant, soit si brutalement devenu le théâtre d'affrontements entre chrétiens et musulmans ?

Aminata Traoré. Cela répond au besoin de simplification à l'extrême des causes de la guerre, en s'auto-pardonnant. S'il y a un pays de l'ancienne Afrique équatoriale où la France n'a jamais cessé d'intervenir militairement et politiquement, c'est bien la Centrafrique. Ce qui explique en partie la vulnérabilité extrême de

ces pays, c'est l'identification des acteurs politiques à leurs ethnies, un phénomène prégnant dans les pays dominés, souffrant d'un déficit total d'éducation citoyenne et politique.

Boris Boubacar Diop. Bien sûr, on a très tôt entendu parler de Séléka, d'anti-balakas, d'implication du Tchad. Mais ce n'est qu'à partir du déclenchement de l'opération Sangaris que s'est imposée la grille de lecture faisant de ce conflit un affrontement entre chrétiens et musulmans. Or la disproportion est telle, avec des musulmans très minoritaires, qu'on comprend mal comment le clivage religieux a pu structurer le conflit. Je suis pour ma part très surpris de la tournure religieuse prise par cette crise.

Aminata Traoré. La mise en scène de clivages ethniques ou religieux permet d'occulter les questions essentielles. C'est vrai aussi au Mali, avec cette prétendue coupure entre le nord et le sud, entre les Touareg et le reste du pays. Il faut en sortir, inscrire le dialogue dans le registre du développement. Ceux qui prétendent que l'Etat central a abandonné le nord ont-ils la certitude que ce même Etat a développé le sud du pays ? Si ce n'est pas le cas, alors il faut se battre, ensemble, pour des alternatives économiques viables au nord comme au sud. Les élites du nord comme celles du sud ont mis le pays à sac ensemble. Des sommes colossales, dédiées aux infrastructures, ont été détournées, sous les yeux des bailleurs de fonds, avec la complicité d'entreprises qui guettent encore aujourd'hui, à l'affût des profits qu'elles pourraient tirer de la reconstruction. Je plaide pour rebâtir des solidarités entre le nord et le sud, sur des enjeux de développement. C'est la seule voie pour sortir de cette situation intenable.

Vous êtes, tous les deux, très préoccupés par le sort des migrants, souvent évoqués dans vos échanges épistolaires. Le désert du Sahara et la mer Méditerranée sont devenus des cimetières pour de nombreux jeunes Africains en quête d'une vie meilleure. Que nous dit le sort de ces migrants à propos des rapports entre le nord et le sud ?

Boris Boubacar Diop. L'être humain est toujours parti à la recherche du bonheur, partout. C'est un phénomène humain normal, auquel on a donné une connotation particulière en bouclant les frontières. On rend la vie insupportable aux gens en Afrique et dans le même temps, on les assigne à résidence. Les pirogues des pêcheurs ruinés par le pillage des ressources halieutiques sur les côtes de l'Afrique occidentale deviennent des embarcations de fortune transportant clandestinement des jeunes à destination de l'Europe. On a retrouvé jusqu'à des cadavres de jeunes Africains accrochés au train d'atterrissage d'un avion. En réalité, tous ces jeunes veulent seulement vivre. Ils seraient volontiers restés dans leur pays natal, mais il n'y a pas de perspectives. Partir coûte très cher. On ignore le nombre de morts. Ils sont des milliers, au fond de l'océan...

Aminata Traoré. Si l'on veut endiguer ce désir généralisé de fuite, il faut du courage politique, il faut s'attaquer aux politiques économiques qui ne marchent pas, qui privent la jeunesse de futur. C'est tout notre combat contre les Accords de partenariat économique (APE) qui sanctifient une relation déséquilibrée. Comment accepter de signer des accords commerciaux qui exigent l'ouverture totale de nos frontières aux produits étrangers et qui ruinent tout espoir de voir un jour s'implanter des industries de transformation, créatrices d'emplois, dans nos pays ? Si l'on veut sortir de ces débats stériles sur la religion, l'ethnie, il nous faut rappeler que nous sommes tous dans le collimateur du même système, que toutes les ethnies couleront en même temps si nous ne réagissons pas. Nos dirigeants refusent de débattre de ces questions : seule la pression les empêchera de signer n'importe quoi. Nous sommes à un tournant. C'est la maturité politique qui nous permettra d'infléchir certaines tendances. Les dirigeants africains sont vulnérables, leurs homologues des pays riches et industrialisés, pillent, ceux des pays émergents pillent eux aussi, quoi qu'avec moins d'arrogance.

Entretien réalisé par Rosa Moussaoui

»» <http://humanite.fr/en-europe-comme-en-afrique-les-politiques-liberales...>